

dopter cette attitude. Il y en a parmi nous qui savent ce que fait présentement le gouvernement australien et aussi ce qu'il a fait. Nous savons, d'après les déclarations de ses hommes publics et par la correspondance de nos agents commerciaux, qu'il n'est pas satisfait des conditions actuelles. Alors, comment va-t-on y remédier? Comment peut-on y remédier autrement que par de nouvelles négociations? Quand le Gouvernement demande à la Chambre, ce soir, de voter contre la dénonciation du traité, au nom de mes amis et en mon nom propre, étant donné la situation actuelle du pays, je ne suis pas prêt à voter contre l'abrogation de ce traité. Mais nous signifions, par notre vote, que nous ne sommes pas en mesure de marquer notre approbation du traité, sauf une occasion qui peut survenir au cours des prochains mois, alors que le Gouvernement verra ce qu'il peut accomplir; car si nous n'agissons pas, nos grands voisins du sud ont laissé entendre qu'ils feraient des démarches. Le gouvernement australien a déclaré qu'il ne voulait pas laisser durer cet état de choses et je pense qu'il croit ce qu'il a dit. Quand mes honorables amis de l'extrême gauche ont adopté cette attitude, j'ai pensé, comme je le fais aujourd'hui, que le moment n'était pas opportun. Comme je l'ai dit, je suis prêt, en ce moment, à voter contre l'abrogation du traité, mais avec cet avertissement au Gouvernement: à moins que la situation ne se modifie d'ici à pareille date l'an prochain, alors que les ministres actuels ne seront plus ici et que d'autres seront responsables de la direction des affaires du pays, mon attitude sera différente. Par la nature même des choses, le traité doit être révisé, parce qu'il ne peut subsister. Le peuple australien a laissé entendre qu'il ne voulait pas qu'il subsiste et le peuple du Canada sait que ce traité contient des dispositions absolument contraires au bien-être économique du pays.

Telles sont les raisons de mon attitude. J'ai pris un peu de temps pour exposer mes vues à ce sujet parce que, somme toute, le commerce est une chose que tous les hommes d'affaires connaissent, sinon en théorie, du moins en pratique. L'honorable ministre des Chemins de fer et des Canaux occupait un important poste d'affaires durant le temps où il ne siégeait pas à la Chambre et il peut vous dire quelles difficultés et quelles peines se rencontrent dans la direction des affaires. De nos jours, les affaires ne sont pas ces simples choses qu'on s'imagine; dans un sens, elles constituent une science approfondie et, dans l'autre, elles sont fort simples. Il est absurde de dire que les exportations comprennent les

[L'hon. M. Bennett.]

importations; il y a longtemps que cette théorie n'existe plus en pratique. Tous ceux qui ont étudié l'histoire et la conduite des affaires le savent. Pourquoi venir ici, armé de théories puisées dans des livres publiés, il y a cinquante ou soixante ans, nous dire que la science de l'économie politique ne progresse pas; qu'elle demeure; mais ne se modifie pas? Nous savons tout ce que ce qui a fait des Etats-Unis le pays qu'il est aujourd'hui, seulement en ressources matérielles...

M. YOUNG (Weyburn): Et en chômage.

M. McINTOSH: Ils ont 6 millions de sans-travail.

L'hon. M. BENNETT: Ainsi, le chiffre augmente.

M. VALLANCE: De quand datait le livre que vous avez cité?

L'hon. M. BENNETT: L'honorable député souffre-t-il d'un transport au cerveau? Les interruptions venant de trois côtés, nous avons le nombre de sans travail aux Etats-Unis à 6, 4 et 3 millions. Il ne m'appartient pas de dire le chiffre exact, mais je puis avancer ceci: l'histoire du chômage aux Etats-Unis est celle d'une situation inévitable. Tous ceux qui ont sérieusement songé aux conséquences du progrès des affaires ont compris que le résultat actuel était inévitable. Si vous remplacez les hommes par des machines, comme cela s'est fait sur une si grande échelle au cours des cinq dernières années...

M. VALLANCE: Nous n'avons pas fait cela.

L'hon. M. BENNETT: Je sais que l'honorable député n'a pas fait cela, parce que la seule machine qu'il connaisse a été brisée au cours des dernières élections de la Saskatchewan. Dans son cas, il ne s'agit pas de manque d'efforts, mais bien plus de manque d'occasion. Néanmoins, continuons sur le sujet que j'expliquais.

M. VALLANCE: L'honorable député voudra-t-il nous dire qui a brisé cette machine?

L'hon. M. BENNETT: Je pense que c'est le bon sens et la conscience outragés de gens libres. En tout cas, le fait demeure qu'il existe du chômage aux Etats-Unis. Mais je me demande si les honorables députés ont jamais songé au chômage dans un grand pays dont les richesses naturelles ont été établies par des balances favorables de commerce se montant à des milliards de dollars et depuis plus d'un quart de siècle, comparativement à un jeune pays à peine développé, de 10 millions d'habitants et ayant une balance commerciale adverse de plus de 100 millions de